



Activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives en 2016

—

Rapport public 2017

—

Dossier de presse

—

—

conseil-etat.fr
[@Conseil_Etat](https://twitter.com/Conseil_Etat)
Live-tweet [#BILANCE2016](https://twitter.com/Conseil_Etat/status/770000000000000000)

Sommaire

1. L'activité juridictionnelle 3

Principales tendances de l'activité juridictionnelle	3
Chiffres clés	3
Focus	6
Conseil d'État – les affaires marquantes de 2016	8

2. L'activité consultative du Conseil d'État 9

Principales tendances de l'activité consultative.....	9
L'activité consultative en chiffres clés.....	9
Les sujets marquants de 2016	10
Les études du Conseil d'État	11

3. Les autres indicateurs d'activité en 2016 12

L'activité d'études.....	12
L'activité internationale.....	12
Les colloques et les conférences	12
L'activité de publication	13

4. L'année 2016 en dates clés 13

1. L'activité juridictionnelle

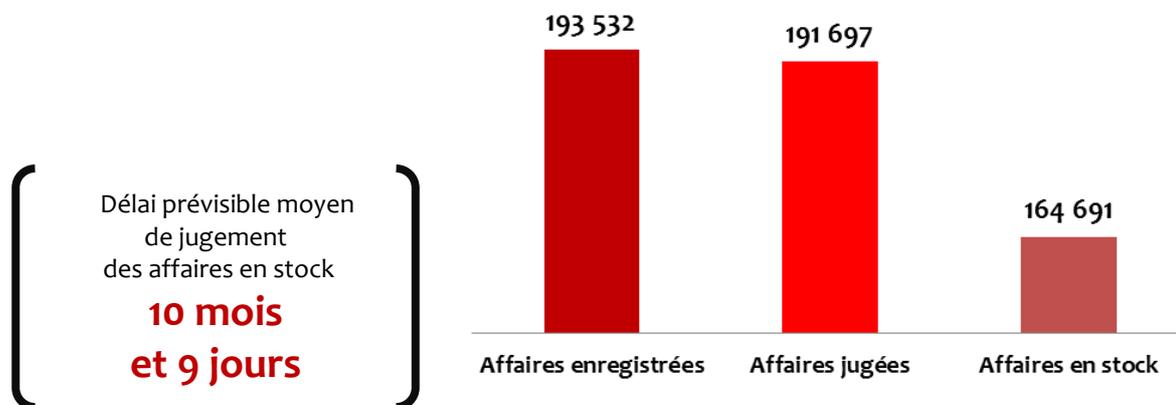
- **Principales tendances de l'activité juridictionnelle**

- **augmentation des affaires enregistrées** constatée à tous les échelons de la juridiction administratives: +0,8% pour les tribunaux administratifs, +2,3 % pour les cours administratives d'appel, + 10% pour le Conseil d'État et +3,4% pour la Cour nationale du droit d'asile
- **augmentation des affaires jugées** dans les tribunaux administratifs (+1,5%) et à la Cour nationale du droit d'asile (+19,4%) et **stabilisation** dans les cours administratives d'appel et au Conseil d'État
- **amélioration ou stabilisation des délais de jugement** de la juridiction administrative
- **progression de la résorption du stock des affaires de plus de 2 ans**

- **Chiffres clés**

Les chiffres indiqués sont en données nettes

- **Les tribunaux administratifs**



Le nombre d'affaires enregistrées augmente par rapport à 2015 : **+0,8%**.

Les **principaux types de contentieux** dont sont saisis les tribunaux administratifs :

- le **contentieux des étrangers** : **30%** des affaires enregistrées (+1,5% /2015)
- le **contentieux fiscal** : **12%** des affaires enregistrées
- le **contentieux de l'urbanisme** : **6%** des affaires enregistrées

Le nombre d'affaires jugées progresse par rapport à 2015 : **+1,5%**.

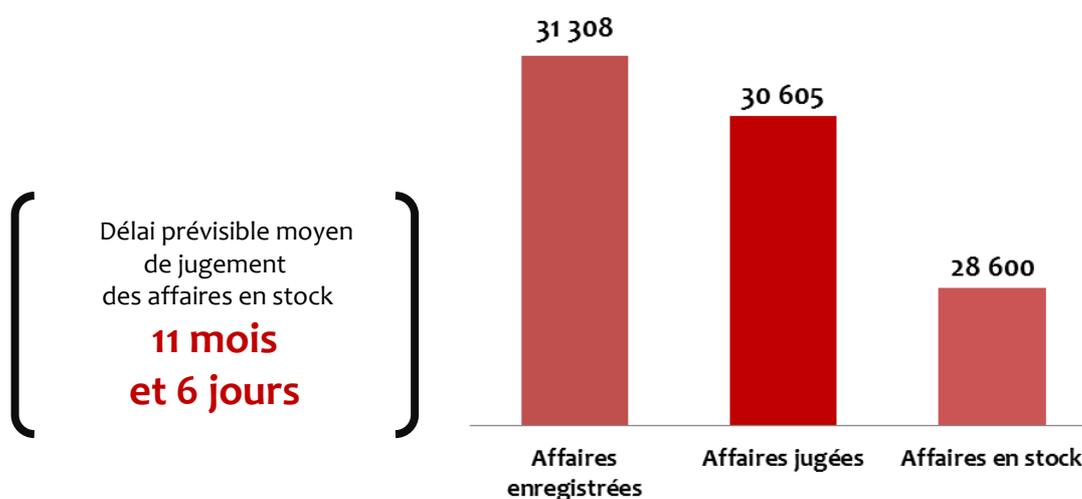
Le délai prévisible moyen de jugement reste stable.

Au 31 décembre 2016, le stock des affaires restant à juger augmente légèrement par rapport à celui du 31 décembre 2015 : **+1,7%**.

Les affaires de plus de 2 ans représente **8,6%** du stock restant à juger (-4,5% /2015).

➔ p.31 du rapport

- Les cours administratives d'appel



Le nombre d'affaires enregistrées augmente par rapport à 2015 : **+2,3%**.

Les principaux types de contentieux dont sont saisies les cours :

- le contentieux des **étrangers** : **45%** des affaires enregistrées (+1,5% /2015)
- le contentieux **fiscal** : **15%** des affaires enregistrées (+10% /2015)
- le contentieux de la **fonction publique** : **11%** des affaires enregistrées (+12% / 2015)
- le contentieux du **travail** : **3%** des affaires enregistrées (+3% /2015)

Le nombre d'affaires jugées en 2016 reste stable par rapport à 2015.

Le délai prévisible moyen de jugement augmente de 11 jours par rapport à 2015.

Au 31 décembre 2016, le stock des affaires restant à juger augmente par rapport à celui du 31 décembre 2015 : **+3,9%**.

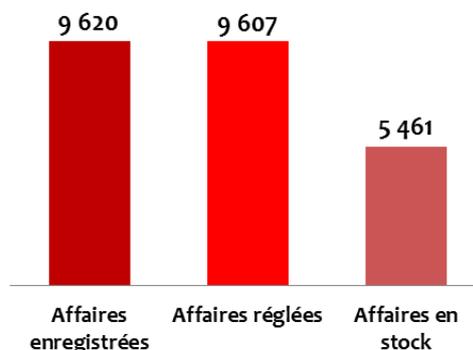
Les affaires de plus de 2 ans représentent **1,85%** du stock des dossiers restant à juger.

➔ p.36 du rapport

- Le Conseil d'État

Délai prévisible moyen
de jugement
des affaires en stock

**6 mois
et 25 jours**



Le nombre d'affaires enregistrées en 2016 augmente par rapport à 2015 : **+10%**.

Les principaux types de contentieux dont est saisi le Conseil d'État :

- le contentieux **des étrangers** : **17%** des affaires enregistrées
- le contentieux **fiscal** : **15,9%** des affaires enregistrées
- le contentieux de la **fonction publique** : **9,3%** des affaires enregistrées
- le contentieux de **l'urbanisme et de l'aménagement du territoire** : **7,5%** des affaires enregistrées

Le nombre d'affaires jugées en 2016 reste stable par rapport à 2015.

L'activité du juge des référés a augmenté de **19%** en 2016 par rapport à 2015, essentiellement en raison de l'actualité du contentieux de l'état d'urgence (47% des saisines concernant le contentieux des étrangers et celui des libertés publiques).

Le délai prévisible moyen de jugement reste stable par rapport à 2015.

Au 31 décembre 2016, le stock des affaires en instance reste stable par rapport à 2015.

Les affaires de plus de 2 ans représentent **1,6%** des dossiers restant à juger (-32%/2015).

→ p.38 du rapport

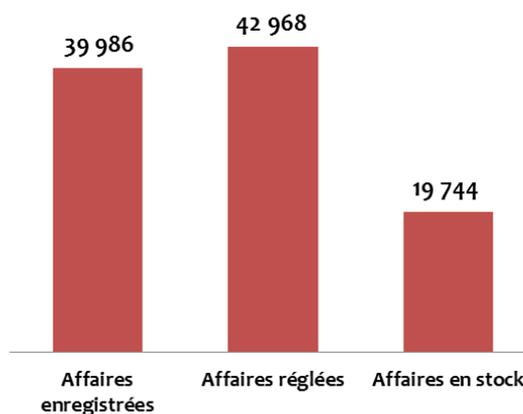
- La Cour nationale du droit d'asile

Délai prévisible moyen
de jugement
des affaires en stock

**5 mois
et 15 jours**

* Délai moyen constaté pour les
« recours à cinq mois »
7 mois 19 jours

* Délai moyen constaté pour les
« recours à 5 semaines »
2 mois 27 jours



Le nombre d'affaires enregistrées en 2016 augmente par rapport à 2015 : +3,4%.

Stabilité du taux de recours contre les décisions de l'OFPRA : 81,1%.

Augmentation du nombre d'affaires jugées en 2016 : +19,4%/2015.

Diminution du stock des affaires en instance : -13%/2015.

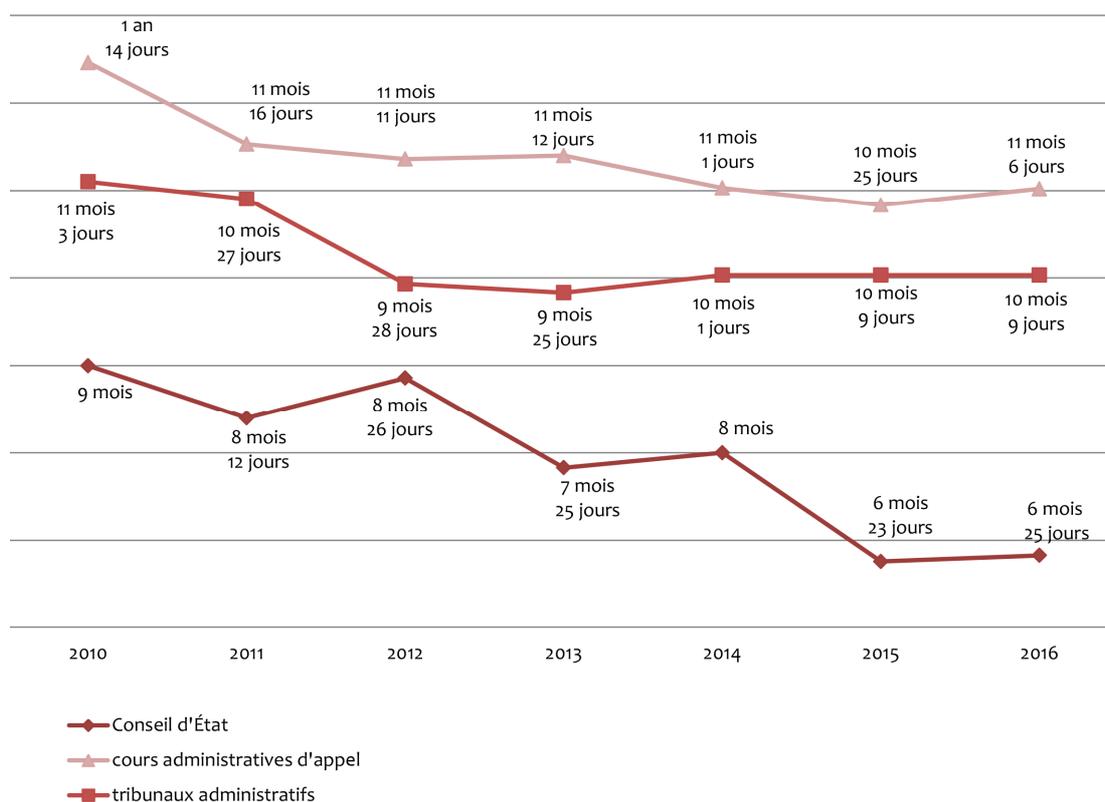
Diminution du délai prévisible moyen de jugement : -2 mois et 2 jours /2015.

* La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) est sur la bonne trajectoire pour permettre, dans un délai rapproché, de respecter les **délais fixés par le législateur** de 5 mois effectifs pour les décisions collégiales et de 5 semaines pour les décisions rendues par un juge unique (loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile).

→ p.51 du rapport

- Focus

- L'évolution 2010-2016 des délais de jugement



→ p.66 du rapport

- Questions prioritaires de constitutionnalité

L'article 61-1 de la Constitution dispose que **tout justiciable peut soutenir, au cours d'une instance juridictionnelle, « qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit ».**

En 2016,

- **210 QPC enregistrées** par le Conseil d'État (+31%/2015)
- **190 QPC traitées** par le Conseil d'État
- **49 QPC transmises au Conseil constitutionnel** (taux de transmission : 26%)
- le principal domaine des QPC reste le **contentieux fiscal** : 33% des QPC enregistrées

→ p.41 et 68/69 du rapport

- La nouvelle formation spécialisée de jugement

En application de la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement, le Conseil d'État est compétent pour connaître en premier et dernier ressort des **requêtes concernant la mise en œuvre des techniques de renseignement** (V. titre V du livre VIII du code de la sécurité intérieure) et **les traitements ou parties de traitements intéressant la sûreté de l'État** (V. loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et décret n° 2015-1808 du 28 décembre 2015). Un décret est venu préciser les règles de procédure applicables à ces contentieux, soumis à **une formation spécialisée** de 3 juges. Les membres de ces formations sont habilités *ès qualité* à connaître des données couvertes par le secret de la défense nationale.

En 2016 :

- **124 dossiers enregistrés** (dont 78 transmis par le tribunal administratif de Paris), 115 concernent des fichiers intéressant la sûreté de l'État et 9 la mise en œuvre des techniques de renseignement
- **42 décisions rendues**, dont 5 ordonnances du président de la section du contentieux et 2 décisions statuant sur des questions prioritaires de constitutionnalité

→ p.40 du rapport

- **Conseil d'État – les affaires marquantes de 2016**

Le contentieux lié à l'état d'urgence – celui des assignations à résidence ou des fermetures de lieux de culte ou de réunion – a significativement pesé sur l'activité des juridictions administratives. Le Conseil d'État, juridiction suprême de l'ordre administratif, a poursuivi son travail d'approfondissement et de clarification de sa jurisprudence en fixant le cadre d'examen des recours exercés en matière d'état d'urgence.

→ p.110 du rapport

Fiscalité – Juge de cassation pour le contentieux des impôts directs, de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes assimilées et juge de premier et dernier ressort des recours pour excès de pouvoir formés contre les instructions fiscales, le Conseil d'État a précisé en 2016 l'assiette de ces impositions, la procédure d'établissement de l'impôt, la procédure de contestation de l'impôt ainsi que les principes généraux applicables en matière fiscale.

→ p.83 du rapport

Urbanisme – Les décisions rendues par le Conseil d'État au cours de l'année 2016 dans le domaine de l'urbanisme ont apporté des précisions sur la notion d' « ensemble immobilier unique » devant faire l'objet d'un seul permis de construire, sur les règles applicables aux plans locaux d'urbanisme (PLU), sur la responsabilité sans faute de l'État ainsi que sur les règles de procédure contentieuse propres à cette matière.

→ V. p.95 du rapport

Le Conseil d'État a posé plusieurs jalons importants en matière d'**arbitrage**, de **plans de sauvegarde de l'emploi**, de **contrôle des actes des autorités de régulation et d'aides d'État**.

→ p.101 du rapport (licenciement des salariés protégés)

→ p.107 du rapport (plans de sauvegarde de l'emploi)

→ p.115 du rapport (application du droit de l'Union européenne)

Sur des **sujets sociétaux** délicats, tels que le respect du **principe de laïcité** dans les services publics et le port de certaines tenues manifestant une appartenance religieuse dans l'espace public, le Conseil d'État a contribué à éclairer les débats et à réaffirmer les équilibres entre la **protection des libertés fondamentales et la sauvegarde de l'intérêt général et de l'ordre public**.

→ p.113 et 119 du rapport

2. L'activité consultative du Conseil d'État

- **Principales tendances de l'activité consultative**

- L'activité consultative du Conseil d'État a connu en 2016 une **intensité sans précédent** : **1 376** projets ou propositions de texte ont été soumis aux sections administratives, **soit une hausse de 9,5%/2015**.
- La hausse tendancielle d'activité est **particulièrement marquée pour les projets d'ordonnance** – **+28%/2015** – et pour **les projets de décret** – **+13%/2015**.
- Les délais d'examen des sections administratives sont restés maîtrisés : **près de 89%** des avis ont été rendus dans un délai inférieur à 2 mois.

- **L'activité consultative en chiffres clés**

Les chiffres indiqués sont en données nettes

- **Sections administratives**

1 376 textes examinés en 513 séances (dont 7 rapports et autres)



- **Assemblée générale**

60 textes examinés en 38 séances

98,2% des projets et propositions de loi ainsi que des projets d'ordonnance et de décret examinés **en moins de 2 mois**

- **Commission permanente**

6 textes examinés en 6 séances

100% des textes examinés **en moins de 2 mois**

• Les sujets marquants de 2016

La lutte contre le terrorisme a significativement marqué le travail de l'année 2016, qui a donné lieu à l'examen des quatre projets de loi de prorogation de l'état d'urgence, ainsi que d'un projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement et d'un projet de loi relatif à la sécurité publique.

D'autres textes ayant trait à des politiques publiques importantes ont été soumis au Conseil d'État, tels que la réforme du **droit des obligations**, la réforme de la **commande publique**, la **transparence de la vie économique** et la **lutte contre la corruption**, la **réforme du code du travail**, l'instauration d'un **prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu**, la **déontologie** des fonctionnaires et des agents publics, les **droits des personnes en fin de vie** ou la **consultation locale** sur les projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

→ p.235 du rapport

Le Conseil d'État a rendu son avis sur les projets de texte suivants :

Le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique – dite *loi Sapin* –. Ce projet comprenant 62 articles organisés en 7 titres a été soumis à l'examen de toutes les sections administratives du Conseil d'État. Celles-ci ont examiné les dispositions relatives à l'Agence nationale de prévention et de détection de la corruption, instituée avec des compétences élargies en lieu et place du service central de prévention de la corruption. Le projet de loi comportait également des mesures de protection des lanceurs d'alerte qui avaient déjà fait l'objet, en 2016, d'une étude du Conseil d'État à la demande du Premier ministre.

→ p.249 du rapport et p. 11 du bilan

Le projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs – dite *loi Travail* –. Le Conseil d'État a examiné les principes essentiels du droit du travail qui serviront de base à la « refondation » de la partie législative du code du travail : les modifications de fond relatives au temps de travail, à la négociation collective, à la restructuration des branches professionnelles, à l'embauche, au licenciement pour motif économique, au compte personnel d'activité, à la « garantie jeunes », aux incidences du développement du numérique, à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage, à la médecine du travail et au détachement de travailleurs.

→ p.263 du rapport et p. 13 du bilan

Projets de décret relatifs aux droits et protections en faveur des personnes vulnérables – Le Conseil d'État a examiné un ensemble de projets de décret relatifs aux droits et à la protection personnelle des personnes dépendantes, au financement de leur prise en charge et au respect de leurs dernières volontés.

→ p.404 du rapport et p. 12 du bilan

Projets de loi et d'ordonnance relatifs à la réalisation d'une liaison ferroviaire Paris-Charles-de-Gaulle – Le projet « Charles-de-Gaulle Express » ou « CDG Express » vise à mettre en service en 2023 une liaison ferroviaire rapide, directe et à haut niveau de service, entre Paris et l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle. Le Conseil d'État a examiné les attributions du gestionnaire d'infrastructure, chargé de réaliser et d'aménager l'infrastructure, et de l'exploitant ferroviaire, chargé du service de transport de personnes.

→ p.408 du rapport et p. 15 du bilan

• Les études du Conseil d'État

Selon l'article L. 112-3 du code de justice administrative, « Le Conseil d'État peut, de sa propre initiative, appeler l'attention des pouvoirs publics sur les réformes d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qui lui paraissent conformes à l'intérêt général ». Ainsi, chaque année, le Conseil d'État conduit deux types d'études : l'étude annuelle et les études particulières.

Ces études font le point sur **l'état du droit**, analysent **l'impact des réglementations** et formulent des **propositions utiles à la mise en œuvre des politiques publiques**. Le rapport d'activité propose la synthèse des suites données par le Gouvernement à ces études :

- l'étude annuelle 2013, **Le droit souple** → p. 443
- l'étude annuelle 2014, **Le numérique et les droits fondamentaux** → p. 445
- l'étude annuelle 2015, **L'action économique des personnes publiques** → p. 448
- **l'étude annuelle 2016, Simplification et qualité du droit** → p. 437
- l'étude réalisée à la demande du Premier ministre, **Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne** (2010) → p. 449
- l'étude réalisée à la demande du Premier ministre, **Le rescrit : sécuriser les initiatives et les projets** (2013) → p. 451
- l'étude réalisée à la demande du Premier ministre, **L'application du nouveau principe « silence de l'administration vaut acceptation »** (2014) → p. 452
- l'étude réalisée à la demande du Premier ministre, **Directives européennes : anticiper pour mieux transposer** (2015) → p. 453
- l'étude réalisée à la demande du Premier ministre, **Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger** (2016) → p. 456

Simplification et qualité du droit – l'étude annuelle 2016 du Conseil d'État constate que les mesures prises depuis 25 ans n'ont pas permis d'enrayer la dégradation de la qualité du droit : un changement profond de culture normative est indispensable. Pour conforter l'état de droit, maintenir la cohésion sociale et améliorer la compétitivité économique, le Conseil d'État propose une nouvelle éthique du recours à la norme : responsabiliser les décideurs publics, maîtriser l'emballage de la production normative et faciliter l'application de la norme.

Il effectue en ce sens 27 propositions et prend 6 engagements au titre desquels :

(1) « relever le niveau d'exigence (...) en matière de simplification et de qualité du droit, notamment en ce qui concerne les études d'impact et les dispositifs trop complexes » → p.221 du rapport

(2) « signaler à l'autorité compétente les difficultés identifiées au contentieux, appelant une modification législative ou réglementaire propre à clarifier ou simplifier le droit » → p.73 du rapport

3. Les autres indicateurs d'activité en 2016

- **L'activité d'études**

Une étude engagée par le Conseil d'État à son initiative : *Simplification et qualité du droit*

- **L'activité internationale**

- **Échanges internationaux**

Agenda du vice-président : 29 rencontres bilatérales
49 autres rencontres bilatérales avec la participation de membres du Conseil d'État
12 accueils de magistrats étrangers en stage long
15 accueils de groupes d'étudiants étrangers
18 missions d'expertise ou de formation des membres du Conseil d'État à l'étranger

- **Signature de 2 accords de coopération**

Le Conseil d'État a conclu au cours de l'année 2016 2 nouvelles conventions de coopération, la première avec la Haute cour administrative du Royaume hachémite de Jordanie en mai et la seconde avec le Conseil d'État d'Égypte en décembre.

- **202 traductions de décisions juridictionnelles versées en 5 langues**

Publication sur le site internet du Conseil d'État de nouvelles décisions en langue étrangère : 79 en anglais, 22 en allemand, 28 en espagnol, 21 en arabe et 52 en chinois.

- **Les colloques et les conférences**

5 colloques et 15 conférences organisés au Conseil d'État

153 intervenants, près de 2 300 participants

1 colloque du **nouveau cycle** des *Entretiens du Contentieux*
1 colloque du cycle des *Entretiens du Conseil d'État en droit public économique*
1 colloque du cycle des *Entretiens du Conseil d'État en droit social*
8 conférences du cycle sur *Droit comparé et la territorialité du droit*
7 conférences du cycle *Entretiens sur l'Europe*
2 colloques organisés en partenariat, avec l'Assemblée nationale et la Cour des comptes

• L'activité de publication

8 publications à la Documentation française

Collection **Les rapports du Conseil d'État**

Activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives – rapport public 2016, n° 67

Simplification et qualité du droit – étude annuelle 2016, n° 67

Collection **Les études du Conseil d'État**

Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger, 2016

Collection **Droits et Débats**

La France dans la transformation numérique. Quelle protection des droits fondamentaux ?, n° 16, 2016

La fiscalité sectorielle, n° 17, 2016

L'ordre juridique national en prise avec le droit européen et international : questions de souveraineté ?

Le regard croisé du Conseil d'État et de la Cour de cassation, n°18, 2016

Où va l'État? – Tome 2, n° 19, 2016

L'accord : mode de régulation du social, n° 20, 2016

Collection **Jurisprudences**

Jurisprudence du Conseil d'État 2014-2015, n° 2, 2016

4. L'année 2016 en dates clés

Janvier 2016

(27 janvier) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant **simplification du régime des associations et des fondations**

V. l'avis n° 390947 du 19/01/2016 sur Légifrance

Février 2016

(3 février) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis du Conseil d'État sur le **projet de loi prorogeant l'état d'urgence**, pour une nouvelle période de trois mois.

V. l'avis n° 391124 du 02/02/2016 sur Légifrance

(5 février) – **EUROPE** – Accueil au Conseil d'État d'une délégation du Conseil d'État de **Belgique** pour un séminaire portant sur les thèmes du **droit d'asile, de la notion de dignité humaine et sur les vices de procédure**.

V. www.conseil-etat.fr

(20-23 février) – **INTERNATIONAL** – Une délégation du Conseil d'État se rend au Conseil d'État d'**Algérie** pour une visite de travail sur le thème du **droit de l'environnement**.

V. www.conseil-etat.fr/

Mars 2016

(21 mars) – **CONTENTIEUX – Droit souple** : le Conseil d'État accepte d'être saisi de recours en annulation contre des actes de droit souple, tels que des communiqués de presse ou des prises de position d'autorités publiques.

V. CE, 21 mars 2016, Société Fairvesta international GMBH et autres, n^{os} 368082, 368083, 368084 et CE, 21 mars 2016, Société NC Numericable, n^o 390023)

(24 mars) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs, dit « loi travail ».

V. l'avis n^o 391197 du 17 mars 2016 sur Légifrance

(30 mars) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis du Conseil d'État sur le **projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**.

V. l'avis n^o 391262 du 24/03/2016 sur Légifrance

Avril 2016

(13 avril) – **PUBLICATIONS** – Publication de l'étude **Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger**, demandée au Conseil d'État par le Premier ministre.

V. l'étude disponible gratuitement sur www.conseil-etat.fr

(15 avril) – **CONTENTIEUX** – Le Conseil d'État précise les **pouvoirs du juge administratif** lorsqu'il est saisi des **conséquences à tirer de l'illégalité d'une aide d'État**.

V. CE, 15 avril 2016, Association Vent de colère ! - Fédération nationale, n^o 393721

(15 avril) – **INTERNATIONAL** – À l'occasion du lancement **d'actions de coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT)**, accueil à Genève d'une délégation du Conseil d'État pour un premier séminaire de travail avec le service juridique et le département des normes de l'OIT.

(18 avril) – **TRIBUNAUX ET COURS** – Inauguration des **nouveaux bâtiments du tribunal administratif de Lille**.

V. www.conseil-etat.fr

(22 avril) – **PUBLICATIONS** – **Parution des Mélanges en l'honneur de Marceau Long**. Marceau Long (1926-2016) fut vice-président du Conseil d'État de 1987 à 1995.

V. aux Éditions Dalloz

(21 avril) – **CONTENTIEUX** – Les sous-sections du contentieux prennent la dénomination de chambres.

V. article 62 de la loi n^o 2016-483 sur Légifrance

Mai 2016

(2-6 mai) – **INTERNATIONAL** – **Congrès** triennal de l'Association internationale des hautes juridictions administratives (AIHJA) à Istanbul sur le **thème des modes alternatifs de règlement des différends en matière administrative**.

V. le site internet de l'AIHJA

(24 mai) – **PUBLICATIONS** – Parution du **Rapport public 2016**, Activité juridictionnelle et consultative des juridictions administratives en 2015.

V. le rapport d'activité en ligne

(29-31 mai) – **EUROPE** – **Assemblée générale de l'ACA-Europe** (Association des cours administratives suprêmes européennes) à Prague (République tchèque). Le séminaire porte sur **l'accès au juge administratif et l'harmonisation de la jurisprudence administrative**.

Sur www.conseil-etat.fr

(31 mai) – **CONTENTIEUX** – **Insémination post-mortem** : Le Conseil d'État ordonne qu'il soit procédé à l'exportation vers l'Espagne de gamètes du mari défunt de la requérante afin qu'elle puisse procéder dans ce pays à une insémination post-mortem.

V. CE, 31 mai 2016, Mme C. A., n° 396848

(31 mai) – **CONTENTIEUX** – **QPC et question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne** : le Conseil d'État définit l'articulation entre la procédure de la QPC et la question préjudicielle posée à la Cour de justice de l'Union européenne.

V. CE, 31 mai 2016, M.B., n° 393881

Juin 2016

(6 juin) – **VISITE OFFICIELLE** – **Visite de M. Manuel Valls**, Premier ministre, au Conseil d'État.

V. www.conseil-etat.fr

(8 juin) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à **la partie législative du code de la consommation** et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur **les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation** et simplifiant **le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services**.

V. l'avis n° 391626 du 08/06/2016 sur Légifrance

(24 juin) – **COLLOQUES** – 6° édition des **États généraux du droit administratif 2016** sur le thème **Les modes amiables de règlement des différends**, organisés conjointement par le Conseil d'État et le Conseil national des barreaux.

V. l'avis n° 391626 du 08/06/2016 sur Légifrance

(29 juin) – **INTERNATIONAL** – Accueil au Conseil d'État du **directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT)** pour un séminaire de travail.

V. www.conseil-etat.fr

Juillet 2016

(6 juillet) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l’avis rendu par le Conseil d’État sur le **projet de loi relatif à une liaison ferroviaire entre Paris et l’aéroport Paris-Charles de Gaulle**.

V. *l’avis n° 391696 du 30/06/2016 sur Légifrance*

(6 juillet) – **CONTENTIEUX** – Perquisitions sur le fondement de l’état d’urgence : le Conseil d’État précise le **régime des perquisitions effectuées sur le fondement de l’état d’urgence**.

V. *CE, 6 juillet 2016, M.E... et autres, M.H... et autres, n°s 398234, 399135*

(8 juillet) – **EUROPE** – Le Conseil d’État participe à un séminaire au Tribunal suprême d’Espagne au cours duquel sont notamment abordés **les thèmes du filtrage et de la sélection des pourvois, du droit de la commande publique, de la protection de la vie privée et de la liberté d’expression face à l’internet et au développement des réseaux numériques**.

V. *www.conseil-etat.fr*

(13 juillet) – **CONTENTIEUX** – **Passage de LCI et de Paris Première en gratuit** : le Conseil d’État rejette les recours contre les décisions du CSA autorisant le passage de LCI sur la TNT gratuite et le refusant à Paris Première.

V. *CE, 13 juillet 2016, BFM TV NextRadioTV, n°395824, 399098*
V. *CE, 13 juillet 2016, Métropole Télévision Paris Première, n°396476*

Août 2016

(26 août) – **CONTENTIEUX** – **Interdiction des tenues regardées comme manifestant de manière ostensible une appartenance religieuse lors de la baignade et sur les plages** : le juge des référés du Conseil d’État suspend une mesure d’interdiction, en l’absence de risque avéré d’atteinte à l’ordre public.

V. *CE, ordonnance du 26 août 2016, Ligue des droits de l’homme et autres - association de défense des droits de l’homme collectif contre l’islamophobie en France, n°s 402742, 402777*

Septembre 2016

(8-10 septembre) – **EUROPE** – En Lettonie, à l'invitation du Président de la République, le vice-président du Conseil d'État intervient sur le thème de « **La fabrication de la norme** », lors d'un séminaire réunissant également le président de la Cour constitutionnelle, la ministre de la justice et la vice-présidente du Parlement. Il prononce également la conférence finale du 12^e congrès de la Société européenne de droit international sur le thème « **Comment fonctionne le droit international en temps de crise ?** »

V. www.conseil-etat.fr

(14 septembre) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le **projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne**.

V. *l'avis n° 391883 des 8-13/09/2016 sur Légifrance*

(16 septembre) – **COLLOQUES** – 2^e édition des *Rencontres interrégionales du droit public* à Lille, sur le thème **Les relations entre l'administration et les usagers sous le contrôle du juge**, avec la participation de la Cour administrative d'appel de Douai et des tribunaux administratifs d'Amiens, de Lille et de Rouen.

V. <http://lille.tribunal-administratif.fr>

(17 – 18 septembre) – **AGENDA** – **Journées européennes du patrimoine** : 7 700 visiteurs sont accueillis au Palais Royal.

V. www.conseil-etat.fr

(27 septembre) – **PUBLICATIONS** – Parution de l'étude annuelle du Conseil d'État : **Simplification et qualité du droit**. Publiée à la Documentation française, l'étude est disponible dès parution sur le site internet de la Documentation française et celui du Conseil d'État.

V. www.conseil-etat.fr

(28 septembre) – **COMMUNICATION** – Le Conseil d'État crée la fonction **de porte-parole** de l'institution.

V. www.conseil-etat.fr

Octobre 2016

(5 octobre) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement rend public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant **simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé** et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

V. l'avis n° 391988 du 29/09/2016 sur Légifrance

(6 et 7 octobre) – **EUROPE** – Accueil d'une délégation du Tribunal fédéral suisse au Conseil d'État dans le cadre d'un séminaire bilatéral sur les **thèmes de la fin de vie, du principe non bis in idem et des travailleurs frontaliers**.

V. www.conseil-etat.fr

(7 octobre) – **PUBLICATIONS** – Première publication en **format numérique de la Lettre de la justice administrative (LJA)**.

V. la Lettre de la juridiction administrative n° 44

(13 octobre) – **STATUT** – Deux ordonnances **modifient les dispositions statutaires applicables aux magistrats administratifs et aux membres du Conseil d'État** en application de l'article 86 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

V. Ordonnance n° 2016-1366 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

V. Ordonnance n° 2016-1365 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État

(19 octobre) – **CONTENTIEUX** – La nouvelle « formation spécialisée » de la section du contentieux du Conseil d'État, qui juge des recours concernant la **mise en œuvre des techniques de renseignement et des fichiers informatiques intéressant la sûreté de l'État**, rend ses 15 premières décisions.

V. www.conseil-etat.fr

V. *infra*, partie activité juridictionnelle, page 41

(24-27 octobre) – **INTERNATIONAL** – Première visite du Conseil d'État à la Cour suprême du Japon, consacrée aux **approches comparées, française et japonaise, du contentieux administratif**.

V. www.conseil-etat.fr

(23-30 octobre) – **INTERNATIONAL** – Une délégation du Conseil d'État participe à Bogota (Colombie), au séminaire du Forum ibéro-américain de droit administratif (FIDA) consacré à **l'action sociale de l'administration**, ainsi qu'au congrès international « Institutions Administratives – Inclusion et paix » **sur les conditions juridiques de retour à la paix en Colombie après l'accord conclu avec les FARC**.

V. www.conseil-etat.fr

Novembre 2016

(2 novembre) – **CONTENTIEUX** – Le décret relatif à l'usage des téléprocédures devant les juridictions administratives rend l'usage de **l'application Télérecours obligatoire pour les administrations et les avocats à compter du 1^{er} janvier 2017**.

(2 novembre) – **CONTENTIEUX** – Le décret « Justice administrative de demain » portant modification du code de justice administrative, dit JADE, introduit d'**importantes évolutions procédurales visant à accélérer le traitement de certaines requêtes, renforcer les conditions d'accès au juge, dynamiser l'instruction et adapter l'organisation et le fonctionnement des juridictions administratives à de nouveaux défis** à compter du 1^{er} janvier 2017.

V. décret n° 2016-1480 du 2 novembre 2016 portant modification du code de justice administrative (partie réglementaire)

(4 novembre) – **CONSULTATIF** – Le Gouvernement décide de rendre public l'avis du Conseil d'État sur **le traitement informatique relatif aux cartes nationales d'identité et aux passeports**.

V. l'avis n° 391080 du 23/02/2016

(4 novembre) – **COLLOQUES** – Première édition des Entretiens du contentieux du Conseil d'État, sur le thème **Le juge administratif et les droits fondamentaux**, en partenariat avec l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et en association avec l'AJDA.

V. www.conseil-etat.fr

(8 novembre) – **INTERNATIONAL** – Accueil d'une délégation de la Cour suprême israélienne au Conseil d'État dans le cadre d'un **séminaire juridique organisé conjointement avec le Conseil constitutionnel et la Cour de cassation**.

V. www.conseil-etat.fr

(9 novembre) – **CONTENTIEUX** – **Installation de crèches de Noël par les personnes publiques** : le Conseil d'État juge que l'installation temporaire d'une crèche de Noël par une personne publique dans un bâtiment public ne peut être légale que si elle correspond à des usages locaux ou si elle présente un caractère culturel, artistique ou festif, mais non si elle exprime la reconnaissance d'un culte ou marque une préférence religieuse.

V. CE, 9 novembre 2016, Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne, n° 395122 et CE, 9 novembre 2016, Fédération de la libre pensée de Vendée, n° 395223

(9 novembre) – **CONTENTIEUX** – Juridictions administratives et arbitrage international – Le Conseil d'État précise les **modalités de son contrôle sur une sentence rendue en matière d'arbitrage international**.

V. CE, 9 novembre 2016, société Fosmax LNG, n° 388806

(25 novembre) – **COLLOQUES** – Premier colloque organisé conjointement par l'Assemblée nationale et le Conseil d'État sur le thème **L'Assemblée nationale et les avis du Conseil d'État**.

V. www.conseil-etat.fr

Décembre 2016

(5 décembre) – **EUROPE** – Rencontre bilatérale à Luxembourg dans le cadre du dialogue entre le Conseil d'État et la Cour de justice de l'Union Européenne sur les thèmes de **la protection des droits fondamentaux, du droit de la concurrence, du droit des étrangers et du droit d'asile, ainsi que de la protection des données personnelles dans le cadre de la société de l'information.**

V. www.conseil-etat.fr

(9 décembre) – **CONTENTIEUX** – Décision d'**extradition** : le Conseil d'État annule un décret d'extradition.

V. CE, 9 décembre 2016, M. O., n° 394399, 400239

(12 décembre) – **EUROPE** – **Visite officielle du Président de la République hellénique** au Conseil d'État.

V. www.conseil-etat.fr

(14 décembre) – **COLLOQUES** – Clôture du cycle de conférences du Conseil d'État **Droit comparé et territorialité du droit.**

V. www.conseil-etat.fr

V. [le colloque en video](#)

(16 décembre) – **COLLOQUES** – Premier colloque organisé au Conseil d'État conjointement avec la Cour des comptes sur le thème de **La simplification du droit et de l'action administrative.**

V. www.conseil-etat.fr

Contacts presse /

Lise Arduin – Tel. 01 72 60 58 31/06 09 46 09 29 – lise.arduin@conseil-etat.fr

Yohann Brunet - Tel. 01 72 60 58 34/06 44 26 34 32 – yohann.brunet@conseil-etat.fr

Jocelyne Randé – Tel. 01 72 60 58 30 /06 07 98 37 33 – jocelyne.rande@conseil-etat.fr